

<http://www.pressegauche.org/Greve-mondiale-des-stagiaires-Plus-de-15-000-etudiant-es-en-greve-et-des>



**Grève mondiale des stagiaires
- Plus de 15 000 étudiant.es en
grève et des actions partout au
Québec pour protester contre
les stages non rémunérés
(Co** Publication date: mardi 20 février 2013 **montréalaise pour la
rémunération des stages)**

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

TIOHTIÀ:KE (MONTRÉAL), le 20 févr. 2018 - Répondant à l'appel à la Global Intern Strike lancé à l'international par la Global Intern Coalition et relayé par les coalitions montréalaises et sherbrookoises pour la rémunération des stages, plus de 15 000 étudiant.es se mobiliseront ce mardi dans plusieurs régions du Québec afin de revendiquer la rémunération de tous les stages, tous niveaux d'étude confondus. Rappelons qu'après avoir d'abord rejeté cette perspective, la ministre de l'Enseignement supérieur Hélène David s'était dit "en réflexion" suite à une autre journée de grève et d'actions à ce sujet le 10 novembre dernier.

L'exploitation n'est pas une vocation !

Aujourd'hui, des étudiantes et étudiants de Montréal, Sherbrooke, Trois-Rivières, Gatineau et Laval font grève et organisent des actions de visibilité sur les campus afin de revendiquer la rémunération de tous les stages et les protections octroyées par la loi, notamment les normes du travail. Pour Stéphanie Gilbert, étudiante en enseignement et militante au Comité pour la rémunération des internats et des stages de l'UQO (CRIS-UQO), il s'agit d'un double standard sexiste : « Les étudiants en génie sont payés, eux, quand ils effectuent des stages ! Pourquoi, quand tu effectues un stage en travail social, en soins infirmiers ou en enseignement, il faut que tu le fasses gratuitement, même que tu payes et que tu t'endettes ? Clairement, c'est parce qu'il y a une majorité de femmes dans ces domaines et que leur travail n'est pas reconnu à sa juste valeur. »

Les conditions de travail dans le secteur public et communautaire se détériorent pour les stagiaires aussi

Les travailleurs et travailleuses rémunéré.es dans le secteur public et communautaire ne sont pas les seul.es pour qui les conditions de travail se détériorent. En effet, les stagiaires sont aussi grandement affecté.e.s par les réformes dans le secteur de la santé et par les coupures dans le financement des services publics et communautaires par exemple, comme nous l'explique Sarina Motta, étudiante en travail social impliquée dans le Comité unitaire sur le travail étudiant de l'Université de Montréal (CUTE-UdeM) : « Les personnes en stage sont sûrement parmi les plus affectées par les coupes dans les services sociaux et la santé. Ils et elles ont souvent à faire les tâches que les travailleurs et travailleuses rémunéré.es n'ont pas le temps de faire, et ce, sans être rémunéré.es ni bénéficier des protections légales qu'offrent les normes du travail. »

Réforme sur la Loi sur les normes du travail : les stagiaires veulent être reconnu.es

Dans le contexte de la réforme de la Loi sur les normes du travail annoncée par le gouvernement en février 2017, les coalitions régionales pour la rémunération des stages revendiquent la reconnaissance du statut de travailleuses et travailleurs pour les stagiaires de même que l'abrogation de l'article de cette loi légitimant les milieux de stage à ne pas payer leurs stagiaires. Cette reconnaissance permettrait au stagiaire d'obtenir un statut légal de travailleurs et de travailleuses. Pour Françoise Hasty, étudiante en pratique sage-femme à l'UQTR, ces modifications feraient toute la différence : « Nous sommes très précaires en tant que stagiaires. En plus de travailler gratuitement, nous ne sommes pas protégées par la CNESST ni en cas de harcèlement sexuel. C'est très grave ! » La Coalition montréalaise pour la rémunération des stages appelle d'ailleurs à une manifestation contre les violences sexuelles à l'école et en stage le 8 mars prochain.

Associations en grève le 20 février

étudiant.es en grève et des actions partout au Québec pour protester contre les stages non rémunérés (Coa

- ▶ Association des étudiantes et des étudiants de la faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM (ADEESE-UQAM)
- ▶ Association des étudiant.e.s en travail social de l'UQAM (AETS-UQAM)
- ▶ Association étudiante du module d'éducation de l'UQO (AÉMÉ-UQO)
- ▶ Association étudiante du module des sciences sociales de l'UQO (AEMSS-UQO)
- ▶ Association étudiante du module d'arts dramatiques de l'UQAM (AÉMAD-UQAM)
- ▶ Association étudiante du service social de l'Université de Montréal (AESSUM)
- ▶ Association des étudiantes sages-femmes du Québec (AESFQ-UQTR)
- ▶ Regroupement des étudiants et étudiantes en travail social de l'UQO (REETS-UQO)
- ▶ Association générale des étudiants et étudiantes de la faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke (AGEEFEUS)
- ▶ Association générale étudiante en éducation physique et kinésiologie de l'Université de Sherbrooke (AGEEP-UdeS)
- ▶ Association générale étudiante de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke (AGEFLESH-UdeS)

Des actions sont également prévues au Cégep de Saint-Laurent et au Cégep du Vieux-Montréal.

Les Coalitions régionales pour la rémunération des stages ont été créées au cours des derniers mois par des associations, syndicats et groupes étudiants dans le but de coordonner la lutte visant à obtenir le plein salaire et des conditions de travail convenables pour l'ensemble des étudiant.es en situation de stage à tout niveau d'étude. Ces coalitions contribuent par cette lutte à un nécessaire renouveau du mouvement étudiant qui se veut davantage inclusif et ancré régionalement. On peut aussi suivre les activités de la Journée internationale des stagiaires via le hashtag #Globalinternstrike.